DÉPARTEMENTS	MONTANT (en francs)
Loiret.....	507 450
Lot.....	298 750
Lot-et-Garonne.....	662 000
Lozère.....	184 920
Maine-et-Loire.....	1 170 690
Manche.....	777 570
Marne et Ardennes.....	771 700
Haute-Marne.....	230 810
Mayenne.....	598 330
Meurthe-et-Moselle.....	338 400
Meuse.....	215 820
Morbihan.....	822 830
Moselle.....	307 280
Nièvre.....	306 200
Nord.....	628 190
Oise.....	444 550
Orne.....	531 630
Pas-de-Calais.....	732 750
Puy-de-Dôme.....	528 650
Pyrénées-Atlantiques.....	748 700
Hautes-Pyrénées.....	244 140
Pyrénées-Orientales.....	501 890
Bas-Rhin.....	409 840
Haut-Rhin.....	282 960
Rhône.....	344 970
Haute-Saône.....	304 070
Saône-et-Loire.....	780 940
Sarthe.....	883 170
Savoie.....	285 880
Haute-Savoie.....	339 950
Ile-de-France.....	1 193 420
Seine-Maritime.....	688 730
Deux-Sèvres.....	768 420
Somme.....	493 530
Tarn.....	548 880
Tarn-et-Garonne.....	339 830
Var.....	332 470
Vaucluse.....	364 340
Vendée.....	1 141 770
Vienne.....	812 550
Haute-Vienne.....	522 500
Vosges.....	381 040
Yonne.....	490 850
Total.....	46 000 000

Arrêté du 24 août 1988 portant extension de zones d'action de sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural et modification de la dénomination de ces sociétés

NOR : AGRR8801532A

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'agriculture et de la forêt et le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget,

Sur proposition du directeur de l'espace rural et de la forêt,

Vu le code rural ;

Vu la loi n° 60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole, ensemble les textes qui l'ont modifiée, et notamment l'ordonnance n° 67-824 du 23 septembre 1967, la loi n° 77-1459 du 29 décembre 1977, la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980, la loi n° 85-30 du 9 janvier

1985, la loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 et la loi n° 85-1496 du 31 décembre 1985, et notamment ses articles 15, 16, 17 et 18 relatifs aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ;

Vu le décret n° 61-610 du 14 juin 1961 relatif aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, modifié par le décret n° 69-825 du 28 août 1969, le décret n° 78-1072 du 8 novembre 1978 et le décret n° 81-217 du 10 mars 1981, et notamment ses articles 1^{er}, 2, 4, 5 et 6 ;

Vu le décret n° 84-240 du 29 mars 1984 relatif à la Commission nationale des structures ;

Vu les arrêtés du 2 août 1963 et du 5 juin 1973 portant agrément de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural du bassin de l'Adour ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1962 portant agrément de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural Dordogne-Gironde ;

Vu l'arrêté du 2 mars 1963 portant agrément de la Société garonnaise d'aménagement foncier (Sogaf) ;

Vu les avis des chambres d'agriculture des départements de la Dordogne et de la Gironde ;

Vu l'avis en date du 23 juin 1988 de la Commission nationale des structures agricoles instituée par l'article 188-3-1 du code rural,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - La zone d'action de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural du bassin de l'Adour, constituée par les départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, est étendue au département de la Gironde.

Cette société prend la dénomination de Société d'aménagement foncier et d'établissement rural Aquitaine-Atlantique.

Art. 2. - La zone d'action de la Société garonnaise d'aménagement foncier (Sogaf), constituée par les départements de Lot-et-Garonne et de Tarn-et-Garonne, est étendue au département de la Dordogne.

Cette société prend la dénomination de Société d'aménagement foncier et d'établissement rural Garonne-Périgord.

Art. 3. - Le cas échéant, des conventions, notamment financières, soumises à l'approbation du ministre chargé de l'agriculture, du ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre chargé du budget, pourront être conclues par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural concernées, en conséquence des dispositions du présent arrêté.

Art. 4. - Les dispositions de l'arrêté du 30 octobre 1962 portant agrément de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural Dordogne-Gironde sont maintenues pour une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour les seules opérations portant sur des immeubles dont elle est déjà propriétaire ou sur lesquels elle a, à cette même date, accepté une promesse de vente dont l'option n'a pas encore été levée.

Art. 5. - Le directeur général des impôts, le directeur du Trésor et le directeur du budget au ministère de l'économie, des finances et du budget, et le directeur de l'espace rural et de la forêt au ministère de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 août 1988.

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,
HENRI NALLET

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie, des finances et du budget,
chargé du budget,
MICHEL CHARASSE

**MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ,
DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION SOCIALE**

**Arrêtés du 26 juillet 1988 portant inscription
aux tableaux des substances vénéneuses (section II)**

NOR : SPSM8801067A

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 626, R. 5149 et R. 5169 ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1957 portant inscriptions à la section II des tableaux des substances vénéneuses, complété et modifié par les arrêtés ultérieurs, notamment l'arrêté du 22 juillet 1976,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont inscrits à la section II des tableaux des substances vénéneuses les produits suivants :

TABLEAU A

ACETOHYDROXAMIQUE ACIDE et ses sels ;
AZTREONAM et ses sels ;
CIPROFLOXACINE et ses sels ;
ENPROSTYL et ses sels ;
ESMOLOL et ses sels ;
OMOCONAZOLE et ses sels ;

RIMANTADINE et ses sels ;
SULCONAZOLE et ses sels ;
SULBACTAM et ses sels ;
TENOXICAM et ses sels ;
TERTATOLOL et ses sels.

TABLEAU C

FAMOTIDINE et ses sels ;
NIZATADINE et ses sels.

Art. 2. - L'article 1^{er} de l'arrêté du 22 juillet 1976 est modifié comme suit :

L'inscription :

« TABLEAU C

« Acide valproïque ou acide propyl-2 valérique et ses sels », est abrogée et remplacée par l'inscription suivante :

« TABLEAU C

« Acide valproïque ou acide propyl-2 valérique, ses sels et son amide ou VALPROMIDE. »

Art. 3. - Le directeur de la pharmacie et du médicament est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juillet 1988.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la pharmacie
et du médicament,*

P. AMBROISE-THOMAS

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 626, L. 627 et R. 5149 ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1957 portant inscriptions à la section II des tableaux des substances vénéneuses, complété et modifié par les arrêtés des 2 octobre 1967, 6 avril 1971 et 29 octobre 1985,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont inscrits à la section II des tableaux des substances vénéneuses les produits suivants :

TABLEAU B
(groupe I)

ACETYL-ALPHA-METHYLFENTANYL ou N-(1-[méthylphénéthyl]-4-pipéridyl) acétanilide ;
ALPHA-METHYLFENTANYL ou N-(1-[méthylphénéthyl]-4-pipéridyl) propionanilide ;
3-METHYLFENTANYL ou N-(3-méthyl-1-phénéthyl-4-pipéridyl) propionanilide ;
MPPP ou Méthyl-1 phényl-4 propionoxy-4 pipéridine ;
PEPAP ou (Phényl-2 éthyl) -1 phényl-4 acétyloxy-4 pipéridine.

TABLEAU B

METHAMPHETAMINE ou (+) -Phényl-1 méthylamino -2 propane, son isomère lévogyre ou LEVOMETHAMPHETAMINE, son racémate et leurs sels.

Art. 2. - Sont abrogés les arrêtés du 2 octobre 1967 et du 6 avril 1971 en ce qu'ils concernent la méthamphétamine et l'arrêté du 29 octobre 1985 en ce qu'il concerne le PEPAP et le MPPP.

Art. 3. - Le directeur de la pharmacie et du médicament est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juillet 1988.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la pharmacie
et du médicament,*

P. AMBROISE-THOMAS

Arrêté du 9 août 1988 complétant le tarif interministériel des prestations sanitaires

NOR : SPSP8801188A

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre,

Vu le code de sécurité sociale, et notamment ses articles R. 165-1 à R. 165-29 ;

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, et notamment son article R. 102-1 ;

Vu le livre VII du code rural ;

Vu l'arrêté du 20 février 1950 fixant certains titres du tarif interministériel des prestations sanitaires complété et modifié par les textes subséquents ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1982 portant homologation des produits et appareils à usage préventif, diagnostique ou thérapeutique ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 1984 fixant la composition et le fonctionnement de la commission consultative des prestations sanitaires ;

Vu l'avis de la commission susvisée du 10 décembre 1987,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - La nomenclature et les tarifs de responsabilité des objets de prothèse interne inscrits au chapitre 6 du titre V du tarif interministériel des prestations sanitaires sont complétés comme suit :

Appareil programmable

DISTRIBUTEUR	FABRICANT	MODÈLE	DATE D'EXPIRATION d'homologation	TARIF DE RESPONSABILITÉ	
				H.T. (en francs)	T.T.C. (en francs)
Siemens-Pacesetter	Siemens-Elema (Suède)	Dialog 748 T (bipolaire)	2 avril 1993	17 285	18 235

Art. 2. - La prise en charge de ces appareils ne peut plus être acceptée lorsque la date de leur homologation est périmée.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 août 1988.

*Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale,
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de la santé,

J.-F. GIRARD

Le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur des pensions,
de la réinsertion sociale et des statuts,*

J. GIRAUD